

Nouvelle marche contre la fermeture

TRESOR PUBLIC

Banderolles, élus en écharpe, caméras de télévision... la population a répondu massivement à l'appel de la manifestation samedi dernier devant la mairie de L'Isle en Dodon pour s'opposer à la fermeture de la trésorerie. Une réunion s'était tenue le 1er juillet dernier à la Communauté des communes des Portes du Comminges lors de laquelle le directeur du pôle de gestion des Finances publiques avait présenté ses propositions pour ne pas fermer systématiquement le Trésor Public... des propositions qui n'ont peu que convaincu. La manifestation de samedi à l'appel des élus et des représentants CGT Finances publiques avait pour but de montrer l'opposition à ces propositions. Tous les maires étaient là ainsi que leurs conseillers municipaux, le président de la communauté de communes, le député Joël Aviragnet, le conseiller départemental Christian Sans et son suppléant Michel Losego, le conseiller régional Jean-Luc Rivière, et des maires des cantons voisins étaient venus se joindre à la manifestation. Jean-Luc Rivière qui a demandé que les élus s'unissent pour proposer le vote d'un moratoire afin de bloquer cette menace : « Ce moratoire



La délégation CGT Finances publiques a accompagné le cortège.

permet d'obtenir un délai d'un an renouvelable et il se justifie car nous n'avons pas suffisamment de recul actuellement pour fermer un service public car la loi Notre nous oblige à fusionner les communautés de communes d'ici un an ».

«Les services publics doivent rester !»

Loïc Le Roux de Bretagne, président de la communauté de communes, a réaffirmé : « L'État nous abandonne. Nous sommes un canton de 4 300 habitants avec des personnes âgées. Comment iront-elles à Boulogne, à 25 km ? Nous disons non à la fermeture de la trésorerie. Le canton disparaît, ensuite se sera la Poste ? La gendarmerie ? »

Le maire de L'Isle-en-Dodon,

François Caraoué renchérit : « Nous refusons les propositions des Finances publiques. Nous sommes en zone de revitalisation, au contraire les services publics doivent rester, c'est ce qui avait été promis. Nous sommes nombreux ce jour, je remercie tout le monde d'être venu à notre appel, ainsi que la CGT Finances publiques. Nous nous battons jusqu'au bout. »

Le délégué de la CGT Finances publiques lançait enfin : « En 2008 nous avons gagné, ce sera plus difficile cette fois-ci, l'État se désengage de plus en plus. Signez les pétitions dans vos mairies afin que le service public perdure dans le Comminges où il fait bon vivre. » Puis un cortège s'est formé pour manifester devant les locaux du Trésor Public. **S. Fabre**